

16.01.2017

Le secteur laitier demeure fortement déficitaire



Milk production costs in the Netherlands 2010 - 2016

	2010	2011	2012	2013*	2014**	2015**	3. Qtr. 2016	3. Qtr. 2016	3. Qtr. 2016
Production costs (€100kg)	40,26	41,05	42,36	44,57	44,91	45,1	44,96	44,9	44,96
Farmgate milk price (€100kg)	24,75	24,33	25,00	27,4	28,9	29,75	27,80	27,80	26,7
Processing costs	5,27	5,79	6,75	6,24	6,41	6,49	6,62	6,62	6,62
Overhead costs	11	11	11	11	11	11	11	11	11
Net (€100kg)	300	300	300	312	312	312	312	312	312

* For the years 2010-2015, prices above 40,000 and 40,000 are based on the milk price index of the Netherlands (2010-2015) and 40,000 is based on the milk price index of the Netherlands (2010-2015). ** For the years 2016, prices are based on the milk price index of the Netherlands (2016) and 40,000 is based on the milk price index of the Netherlands (2016). *** For the 3rd quarter 2016, prices are based on the milk price index of the Netherlands (2016) and 40,000 is based on the milk price index of the Netherlands (2016).

Aux Pays-Bas, le prix du lait ne couvre que 59 pour cent des coûts de production / en Allemagne, seulement 67 pour cent

Bruxelles, le 16.01.2017 : ainsi que les chiffres actuels le montrent, la situation ne s'est pas suffisamment améliorée pour les producteurs de lait. Aux Pays-Bas, par exemple, le BAL (*Büro für Agrarsoziologie und Landwirtschaft*) fait état de coûts à hauteur de 44,96 centimes/kg de lait au troisième trimestre 2016. Face à cela, le prix moyen du lait sur trois mois de juillet à octobre était de tout juste 26,70 centimes. Seuls 59 pour cent des coûts de production sont ainsi couverts dans le secteur laitier. Ces chiffres sont issus d'une étude continue qui détermine les coûts de production dans différents pays européens sur la base de données de l'UE. Selon cette étude, l'Allemagne est dans une situation similaire. Les données actuelles sur octobre 2016 indiquent un prix moyen de 30,05 centimes/kg de lait pour des coûts de 44,77 centimes, soit une couverture des coûts de seulement 67 pour cent.

Une situation dramatique qui soulève des questions

Dans une telle situation, des questions importantes se posent : Comment en est-on arrivé à une situation où un tiers des coûts de production n'est pas couvert sur une durée atteignant désormais deux ans ? Dans ces conditions, est-il possible de conserver une production laitière durable et sur l'ensemble du territoire des États et de l'Europe ? Et enfin comment peut-on améliorer la situation des exploitations agricoles profondément meurtries et éviter qu'une telle catastrophe ne se répète à l'avenir ?

Romuald Schaber, producteur de lait allemand et président de l'association européenne des producteurs de lait EMB (European Milk Board) y apporte des réponses : « Nous devons être bien conscients d'une chose. Il est probablement possible de maintenir la production laitière en elle-même à court terme. Toutefois, dans les conditions actuelles, nous devons abandonner l'idée d'une production durable et sur l'ensemble du territoire. Notre situation de revenus n'est déjà plus comparable à celle d'autres secteurs professionnels. De nombreux producteurs de lait mettront la clé sous la porte ou s'endetteront davantage. Des régions de production entières risquent de se désertifier. » Selon M. Schaber, le manque de couverture des coûts a également des conséquences négatives pour le bien-être animal. Pour lui, l'objectif prioritaire à l'avenir doit être de maintenir l'offre et la demande à l'équilibre afin d'obtenir enfin des prix au producteur permettant de couvrir les coûts.

Comment peut-on désormais redresser la situation ?

Sieta van Keimpema, la vice-présidente de l'EMB et présidente de l'association néerlandaise DDB, voit la mise en œuvre du **programme de responsabilisation face au marché (PRM)** la seule possibilité d'améliorer la situation. « Les prix sont trop bas sur le marché du lait en raison du manque d'instruments de règlement de crise. Le PRM permet toutefois d'éviter les excédents qui font pression sur les prix et déclenchent les crises. » Il s'agit d'observer de très près le marché du lait puis, si une crise s'annonce, à le stabiliser au moyen d'un programme à trois niveaux (son élément central : une renonciation volontaire aux livraisons) et à le maintenir à l'équilibre.

Le PRM représente-t-il donc une alternative aux propositions avancées par la task force de l'UE comme les marchés à terme ou un accès facilité à des moyens financiers ? « Le PRM est même, de loin, la meilleure alternative. En effet, les propositions de la task force ont un défaut majeur : Elles ne s'attaquent pas à la surproduction, qui est le cœur du problème sur le marché laitier », explique Mme van Keimpema. Les marchés à terme ne s'orientent que sur le véritable marché du lait, le marché au comptant. Si l'on n'y obtient pas de bons prix du lait, le marché à terme ne pourra pas compenser cela non plus. De plus, si l'accès facilité à l'emprunt est maintenu en période de prix bas, cela ne peut que faire perdurer la production d'excédents. Le prix du lait s'en trouverait soumis à une pression accrue. « Cela rend même le remboursement des emprunts encore plus difficile - c'est la spirale de l'endettement », ajoute, soucieuse, Mme van Keimpema, avant d'ajouter :

« Les coûts de production doivent être couverts à 100 pour cent. Prenons donc enfin les mesures qui s'imposent et mettons le PRM en œuvre sur le marché du lait ! »

Contacts :

Sieta van Keimpema – Vice Présidente de l'EMB (EN, NL, DE) : +31 6 12 16 80 00

Silvia Däberitz – Contact presse de l'EMB (FR, DE, EN) : +32 (0)2808 1936

[Télécharger le communiqué \(PDF et davantage d'informations en Français\)](#)

[<<< back](#)